



Communiqué de presse du 29/01/2021 des agents des finances publiques à l'occasion de la venue d'Olivier Dussopt, Ministre délégué en charge des comptes publics.

La venue du Ministre aujourd'hui à Châteaudun en prévision de l'ouverture d'un nouveau service de contrôle à distance des finances publiques, mérite quelques mises au point.

Depuis septembre tout le monde se félicite de cet événement, mais la réalité est très éloignée de ce que l'on essaye de nous faire croire.

En effet, il ne s'agit en fait que d'un transfert de 30 emplois en 2021 des grandes métropoles vers l'Eure et Loir alors que simultanément nous en transférons 11 vers d'autres départements. Nous subissons par ailleurs 16 suppressions sur tous nos sites qui se réduisent avec la fermeture des trésoreries de Bonneval et de Châteauneuf en Thymerais.

Voilà le véritable constat qui doit être dressé avec en perspective la fermeture à venir de 4 autres sites à une échéance très proche, dont la trésorerie de Maintenon qui compte 18 emplois et pour laquelle la commune a fortement investi dans les locaux.

Dès lors, on ne peut pas parler d'aménagement du territoire et de revitalisation lorsque l'on envisage de fermer autant de structures en concentrant les effectifs sur Chartres, Châteaudun, Dreux et, dans une moindre mesure, sur Nogent le Rotrou.

N'oublions pas non plus, que par le passé ces regroupements ont souvent été l'occasion de supprimer encore plus d'emplois. Pour nos collègues, ils sont aussi synonymes d'allongement des distances domicile lieu de travail. Enfin pour les usagers, ils impliquent une difficulté supplémentaire d'accès quand on conjugue simultanément fermetures des services de proximité et réduction des horaires d'ouverture des autres sites.

Par ailleurs, ces emplois annoncés sur Châteaudun seront-ils réellement occupés par des collègues en provenance de la région parisienne, de Toulouse ou de Nantes ? C'est en tout cas ce qui a été mis en avant sous le terme de « démétropolisation » !

Toutefois, il apparaît que le projet de Châteaudun est d'avantage dicté par la volonté d'économies budgétaires sur le coût de l'immobilier qui existe dans ces métropoles. Economies qui ne sont pas certaines au regard des travaux de réaménagement rendus nécessaires.

D'autre part, le bâtiment historique, qui doit notamment faire l'objet de travaux de désamiantage, devra accueillir coûte que coûte les 40 collègues (à échéance 2022) de ce nouveau service. Dans le contexte sanitaire actuel, le travail en plateau de 15 à 20 personnes est inenvisageable.

Du point de vue de l'exercice de nos missions, c'est la même chose. On nous annonce du contrôle à distance, ce qui n'est ni facile pour les contribuables qui ne pourront plus être accueillis par le service en charge de leur dossier, ni pour les collègues qui se trouveront éloignés des autres services avec lesquels ils doivent travailler.

En tout état de cause, il n'y aura aucune amélioration du service public pour les usagers d'Eure et Loir, puisque le nouveau service ne travaillera pas pour eux !

Nous espérons être reçus par le Ministre afin de le convaincre du bien fondé de nos arguments.

solidairesfinancespubliques.ddfip28@dgfip.finances.gouv.fr

cfdt.ddfip28@dgfip.finances.gouv.fr

fo.ddfip28@dgfip.finances.gouv.fr

cgt.ddfip28@dgfip.finances.gouv.fr